

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Travaux publics, des Communications et de la Rénovation des sites d'activités économiques désaffectés de la Région de Bruxelles-Capitale, le 11 mars 1993, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Port de Bruxelles", a donné le 16 mars 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 maart 1993 door de Minister van Openbare Werken, Verkeer en Vernieuwing van afgedankte bedrijfsruimten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van de Haven van Brussel", heeft op 16 maart 1993 het volgend advies gegeven :

Suivant l'article 84, alinéa 2, introduit par la loi du 15 octobre 1991 dans les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, l'urgence qui permet au ministre de demander que l'avis de la section de législation soit donné dans un délai ne dépassant pas trois jours doit être spécialement motivée. En l'occurrence, elle l'est dans les termes suivants :

"l'ordonnance du 3 décembre 1992, relative à l'exploitation et au développement du Canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale est parue au Moniteur Belge du 21 janvier 1993; de même, les statuts du Port de Bruxelles pris en exécution de cette ordonnance sont parus au Moniteur Belge le 18 février 1993.

Le projet d'arrêté royal relatif à la répartition du patrimoine et des parts d'associés de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région Flamande, et à la clôture de la dissolution a fait l'objet des avis favorables de l'Exécutif Bruxellois en date du 24 décembre 1992 et de l'Exécutif Flamand le 17 février 1993.

Dès lors, ce projet va être approuvé par le Conseil des Ministres très prochainement, pour être ensuite publié au Moniteur Belge. Sur cette base, le patrimoine et les parts sociales - revenant au Port de Bruxelles - pourront être transférés. En même temps, le personnel de la société anonyme du Canal sera transféré vers le Port de Bruxelles, par le biais d'un arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région Flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, il y a lieu que tous les projets d'arrêtés relatifs au personnel du Port de Bruxelles soient adoptés dans les plus brefs délais, puisque l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé

.../...

que l'ensemble de ces arrêtés devait être pris avant le transfert des agents de la société anonyme du Canal vers le Port de Bruxelles.

Par ailleurs, la nouvelle Société du Port de Bruxelles ne sera véritablement opérationnelle qu'à dater du transfert des agents, transfert qui est conditionné par l'adoption définitive des projets d'arrêtés précités".

*

OBSERVATION PREALABLE.

Le présent projet et celui "fixant le règlement du personnel du Port de Bruxelles", qui fait l'objet de l'avis L. 22.254/9 donné ce jour, ont l'un et l'autre pour objet de fixer le statut du personnel de la Société régionale du port de Bruxelles. Il serait, dès lors, plus logique que ces textes soient fusionnés pour ne former qu'un seul arrêté dont l'intitulé pourrait être rédigé comme suit :

"Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif au statut des agents de la Société régionale du port de Bruxelles".

C'est sous réserve de cette observation que le présent projet est examiné.

*

.../...

Intitulé.

Dans l'intitulé, les mots "du port de Bruxelles" doivent être remplacés par les mots "de la Société régionale du port de Bruxelles". Telle est, en effet, la dénomination donnée par l'article 2, alinéa 1er, de l'ordonnance du 3 décembre 1992, à l'organisme d'intérêt public dont le statut du personnel fait l'objet du projet.

L'observation vaut également pour le texte du dispositif.

Préambule.

1. Alinéas 1er, 2, 4, 5 et 7 à 13.

Les lois et arrêtés visés à ces alinéas ne constituent pas le fondement légal du projet. De plus, celui-ci n'y apporte aucune modification.

.../...

En conséquence, ces alinéas sont dépourvus d'utilité et doivent être omis (1).

Alinéa 3.

Plutôt que de viser l'ensemble de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, il serait plus correct de restreindre le visa à la disposition de cette loi qui fournit un fondement légal au projet.

Aussi est-il proposé de compléter l'alinéa par les mots ", notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;".

2. Alinéa 6.

Pour les mêmes raisons, il convient de compléter l'alinéa par les mots ", notamment les articles 2 et 17;".

(1) En ce qui concerne plus particulièrement l'arrêté visé à l'alinéa 10, il est d'autant moins indiqué de le viser au préambule que la Société régionale du port de Bruxelles n'est pas mentionnée dans la liste établie par l'article 1er de l'arrêté royal du 20 octobre 1992 exécutant, pour l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, l'article 62, § 1er, de l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent.

3. Alinéas 14 et 15.

L'alinéa 14 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu le protocole 93/1 du comité de secteur XV du 4 février 1993;"

En outre, cet alinéa ainsi que l'alinéa 15 trouveraient mieux leur place entre l'alinéa 17 et le proposant.

*

4. Comme il va de soi qu'un arrêté de l'Exécutif est délibéré en Exécutif, les mots "Vu la délibération de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du" qui figurent après le proposant sont inutiles et doivent être omis.

*

.../...

Dispositif.

Article 1er.

Si en vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les ordonnances de la Région de Bruxelles-Capitale doivent mentionner qu'elles règlent des matières visées à l'article 107quater de la Constitution, aucune disposition de cette loi spéciale n'impose pareille obligation pour les arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, la disposition doit être omise.

Article 2 (devenant l'article 1er).

Pour sauvegarder son autonomie, la Région ne peut rendre applicable l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public, avec toutes les modifications qui pourraient, ultérieurement, y être apportées par l'autorité nationale. Elle ne peut prévoir l'application de cet arrêté royal que dans l'état qui est le sien actuellement.

Il faudra donc décider, chaque fois, de l'opportunité de rendre les modifications ultérieures, qui seraient apportées à cet arrêté par l'autorité nationale, applicables au personnel de la Société régionale du port de Bruxelles.

.../...

Par ailleurs et pour le même motif, l'Exécutif ne peut rendre applicable au personnel de la Société régionale du port de Bruxelles l'article 3, § 2, dudit arrêté royal qui prévoit que

"Les dispositions qui modifieraient, compléteraient ou remplaceraient les arrêtés énumérés ci-dessus seront applicables de plein droit aux agents des organismes, sauf si elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté".

Il est donc proposé d'écrire :

"Article 1er. Sous réserve des dispositions ci-après et à l'exception de son article 3, § 2, l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public est applicable au personnel de la Société régionale du port de Bruxelles".

L'observation vaut également pour l'article 7 du projet.

Article 3 (devenant l'article 2).

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 4 (devenant l'article 3).

1. La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 3. § 1er. La première nomination à l'un des emplois vacants mentionnés en annexe peut être faite selon les règles ci-après.

§ 2. Le conseil d'administration déclare les emplois vacants et, par avis publié au Moniteur belge, fait appel aux candidats.

L'avis mentionne :

- a) ...;
- b) ...;
- c) les modalités et délais d'introduction des candidatures ainsi que les pièces à joindre à celles-ci.

§ 3. Les candidatures sont adressées dans les quinze jours de la publication de l'avis, par lettre recommandée à la poste, au ministre ayant les travaux publics et les communications dans ses attributions.

.../...

§ 4. Les conditions d'admission sont les suivantes :

- a) ...;
- b) ...;
- c) ...;
- d) ...;
- e) ...;
- f) ... de nomination prévues en annexe.

Les conditions prévues à l'alinéa 1er, sub a) à e)

§ 5. L'Exécutif nomme le candidat qu'il juge le plus apte, après avoir comparé les titres et les mérites au regard des conditions imposées.

§ 6. Ne sont considérées comme premières nominations que celles accordées dans le délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du ... Bruxelles-Capitale.

§ 7. La loi des 3 août 1919 - 27 mai 1947 et celle du 26 mars 1968 facilitant ... en voie de développement ne

.../...

sont pas applicables aux nominations faites en application du présent article".

2. L'article 4, alinéa 1er, 3., du projet prévoit que, pour être admissibles, les candidats doivent être Belges.

Selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, une telle condition pour les ressortissants des Etats membres, ne serait pas conforme à l'article 48 du Traité du 25 mars 1957 instituant une Communauté économique européenne qui assure la libre circulation des travailleurs, même si le paragraphe 4 de la même disposition porte que :

"Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique".

Cette disposition doit, selon la Cour, s'interpréter comme plaçant en dehors du champ d'application des trois premiers paragraphes de l'article 48, les emplois qui comportent une participation directe ou indirecte à l'exercice de la puissance publique et aux fonctions qui ont pour objet la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat et des autres collectivités publiques.

Il convient donc de préciser la condition de nationalité en tenant compte de la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes.

.../...

Article 5 (devenant l'article 4).

L'alinéa 1er ne définit pas les termes "ensemble contingenté".

Il y a lieu de préciser la disposition à cet égard.

Article 6 (devenant l'article 5).

1. Au début du texte français de l'alinéa 1er, mieux vaut écrire :

"Art. 5. Les promotions au sein d'un ensemble ...".

Le texte néerlandais du même alinéa devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le terme "appréciation" utilisé aux alinéas 2 et 3 doit, comme en a convenu le délégué de l'Exécutif, être remplacé par le terme "évaluation", conformément à ce que prévoit la partie VII de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié par l'article 9 de l'arrêté royal du 22 novembre 1991, qui remplace le signalement par l'évaluation.

.../...

En outre, le texte néerlandais des alinéas 2 et 3 devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 7).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 7. Lorsqu'une expérience utile est requise pour l'attribution d'un des emplois visés à l'article 3, cette expérience est prise en compte pour le calcul des services admissibles en vue de l'octroi des augmentations intercalaires, à condition qu'elle n'ait déjà pas été prise en considération en vue de l'application de l'article 6.

Les services pris en considération ne peuvent excéder six mois".

Articles 9 et 10
(devenant les articles 8 et 9).

Ces dispositions doivent être précédées d'un chapitre III intitulé "Dispositions finales".

.../...

Article 10.

Suivant l'usage, l'on ne peut mentionner dans l'exécutoire d'autre ministre que celui qui figure au proposant.

L'article 10 doit être corrigé de manière à respecter ce principe.

Volgens artikel 84, tweede lid, dat bij de wet van 15 oktober 1991 is ingevoegd in de gecoördineerde wetten op de Raad van State, moet de minister, wanneer hij vraagt dat het advies van de afdeling wetgeving binnen een termijn van ten hoogste drie dagen wordt gegeven, dat verzoek om spoedbehandeling met bijzondere redenen omkleden. In het onderhavige geval luidt de motivering aldus :

"l'ordonnance du 3 décembre 1992, relative à l'exploitation et au développement du Canal, du port, de l'avant-port et de leurs dépendances dans la Région de Bruxelles-Capitale est parue au Moniteur Belge du 21 janvier 1993; de même, les statuts du Port de Bruxelles pris en exécution de cette ordonnance sont parus au Moniteur Belge le 18 février 1993.

Le projet d'arrêté royal relatif à la répartition du patrimoine et des parts d'associés de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Région Flamande, et à la clôture de la dissolution a fait l'objet des avis favorables de l'Exécutif Bruxellois en date du 24 décembre 1992 et de l'Exécutif Flamand le 17 février 1993.

Dès lors, ce projet va être approuvé par le Conseil des Ministres très prochainement, pour être ensuite publié au Moniteur Belge. Sur cette base, le patrimoine et les parts sociales - revenant au Port de Bruxelles - pourront être transférés. En même temps, le personnel de la société anonyme du Canal sera transféré vers le Port de Bruxelles, par le biais d'un arrêté royal pris en exécution de l'arrêté royal du 26 novembre 1990 déterminant les modalités de transfert des membres du personnel de la société anonyme du Canal et des Installations maritimes de Bruxelles à la Région Flamande et à la Région de Bruxelles-Capitale.

En conséquence, il y a lieu que tous les projets d'arrêtés relatifs au personnel du Port de Bruxelles soient adoptés dans les plus brefs délais, puisque l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé

.../...

que l'ensemble de ces arrêtés devait être pris avant le transfert des agents de la société anonyme du Canal vers le Port de Bruxelles.

Par ailleurs, la nouvelle Société du Port de Bruxelles ne sera véritablement opérationnelle qu'à dater du transfert des agents, transfert qui est conditionné par l'adoption définitive des projets d'arrêtés précités".

*

VOORAFGAANDE OPMERKING.

Dit ontwerp en het ontwerp "tot vaststelling van het reglement van het personeel van de Haven van Brussel", dat het onderwerp is van advies L. 22.254/9 dat heden gegeven is, gaan beide over het vaststellen van het statuut van het personeel van de Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel. Het zou derhalve logischer zijn dat die teksten samengevoegd worden tot één enkel besluit waarvan het opschrift als volgt geredigeerd zou kunnen worden :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve betreffende het statuut van de ambtenaren van de Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel".

Dit ontwerp wordt onder voorbehoud van deze opmerking onderzocht.

*

.../...

Opschrift.

In het opschrift dienen de woorden "van de haven van Brussel" vervangen te worden door de woorden "van de Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel". Dat is immers de benaming gegeven in artikel 2, eerste lid, van de ordonnantie van 3 december 1992 aan de instelling van openbaar nut waarvan het statuut van het personeel het onderwerp is van het ontwerp.

Deze opmerking geldt ook voor de tekst van het bepalend gedeelte.

Aanhef.

1. Eerste, tweede, vierde, vijfde en zevende tot dertiende lid.

De wetten en besluiten die in deze leden worden aangehaald vormen niet de rechtsgrond van het ontwerp. Bovendien brengt dit ontwerp er geen enkele wijziging in aan.

.../...

Bijgevolg hebben deze leden geen nut en dienen ze te vervallen (1).

Derde lid.

Veeleer dan naar de hele wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut te verwijzen, zou het juister zijn de verwijzing te beperken tot de bepaling van die wet die een rechtsgrond geeft aan het ontwerp.

Derhalve wordt voorgesteld het lid aan te vullen met de woorden ", inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;".

(1) Wat meer in het bijzonder het besluit betreft, aangehaald in het tiende lid, is het des te minder aan te raden ernaar te verwijzen in de aanhef, aangezien de Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel niet vermeld is in de lijst opgemaakt in artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 oktober 1992 tot uitvoering, voor de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve, van artikel 62, § 1, van het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen.

2. Zesde lid.

Om dezelfde redenen dient dit lid aangevuld te worden met de woorden ", inzonderheid op de artikelen 2 en 17;".

3. Veertiende en vijftiende lid.

Het zou beter zijn het veertiende lid als volgt te redigeren :

"Gelet op het protocol 93/1 van sectorcomité XV van 4 februari 1993;".

Bovendien zou het beter zijn dit lid alsook het vijftiende lid tussen het zeventiende lid en het voordracht-formulier te plaatsen.

*

4. Aangezien het vanzelfsprekend is dat over een besluit van de Executieve in de Executieve wordt beraadslaagd, zijn de woorden "Gelet op de beraadslaging van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van", die na het voordrachtformulier komen, overbodig en dienen ze te vervallen.

*

.../...

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Hoewel de ordonnanties van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, krachtens artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, behoren te vermelden dat zij aangelegenheden regelen bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, wordt zulk een verplichting in geen enkele bepaling van die bijzondere wet opgelegd voor de besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve.

De bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

Het Gewest kan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut, met alle wijzigingen die er achteraf in zouden kunnen worden aangebracht door de nationale overheid, niet toepasselijk verklaren wil het zijn autonomie veilig stellen. Het Gewest kan in de toepassing van dat koninklijk besluit slechts voorzien in de staat waarin het zich thans bevindt.

Er zal dus telkens moeten worden besloten of het wenselijk is dat de wijzigingen die achteraf in dat besluit door de nationale overheid zouden worden aangebracht,

.../...

toepasselijk worden verklaard op het personeel van de Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel.

Bovendien, en om dezelfde reden, kan de Executieve artikel 3, § 2, van het genoemde koninklijk besluit niet toepasselijk verklaren op het personeel van de Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel. Dit artikel bepaalt :

"De bepalingen die de hiervoor genoemde besluiten mochten wijzigen, aanvullen of vervangen, vinden van rechtswege toepassing op de ambtenaren van de instellingen, tenzij zij afbreuk doen aan bepalingen die het voorwerp zijn geweest van de in dit besluit bepaalde aanpassingsmaatregelen".

Er wordt dus voorgesteld te schrijven :

"Artikel 1. Onder voorbehoud van de hierna volgende bepalingen en met uitzondering van artikel 3, § 2, ervan, is het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut van toepassing op het personeel van de Gewestelijke Vennootschap van de haven van Brussel".

De opmerking geldt eveneens voor artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

Het artikel behoort aldus te worden gesteld :

.../...

"Art. 2. Een college ... de leidend ambtenaar, de adjunct-leidend ambtenaar ... van ten minste rang 13, oefent de bevoegdheden van de directieraad uit".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

1. Het zou beter zijn de bepaling als volgt te stellen :

"Art. 3. § 1. De eerste benoeming in één van de openstaande betrekkingen die als bijlage zijn vermeld, kan gedaan worden volgens de hierna vermelde regels.

§ 2. De raad van bestuur verklaart de betrekkingen vacant en doet een oproep tot de gegadigden bij een in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt bericht.

In het advies worden vermeld :

a) ...;

b) ...;

c) de wijze waarop en de termijn waarbinnen de sollicitaties moeten worden ingediend alsmede de stukken die erbij dienen te worden gevoegd.

§ 3. De sollicitaties worden binnen vijftien dagen na de bekendmaking van het bericht, bij ter post aangeteken-

.../...

de brief, gericht aan de minister bevoegd voor openbare werken en verkeerswezen.

§ 4. De toelatingsvoorwaarden zijn de volgende :

- a) ...;
- b) ...;
- c) burgerlijke en politieke rechten bezitten;
- d) voldoen aan de dienstplichtwetten;
- e) ...;
- f) voldoen aan de als bijlage bepaalde bijzondere benoemingsvoorwaarden.

Aan de voorwaarden gesteld in het eerste lid, sub a) tot e) wordt geacht voldaan te zijn door de in vast verband in een overheidsdienst benoemde gegadigden.

§ 5. De Executieve benoemt de gegadigde die zij het meest geschikt acht, na vergelijking van de aanspraken en verdiensten uit het oogpunt van de gestelde voorwaarden.

§ 6. Als eerste benoemingen worden beschouwd alleen die welke gedaan zijn binnen de termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van de ordonnantie van ... Hoofdstedelijk Gewest.

.../...

§ 7. De wet van 3 augustus 1919 - 27 mei 1947 en die van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving ... hebben gepresteerd, zijn niet van toepassing op de met toepassing van dit artikel gedane benoemingen".

2. Artikel 4, eerste lid, 3., van het ontwerp bepaalt dat de gegadigden, willen zij toegelaten worden, Belg moeten zijn.

Volgens de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschap zou zulk een voorwaarde voor de onderdanen van de Lid-Staten niet in overeenstemming zijn met artikel 48 van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van een Europese Economische Gemeenschap dat het vrije verkeer van werknemers waarborgt, zelfs al stelt paragraaf 4 van dezelfde bepaling het volgende :

"De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de betrekkingen in overheidsdienst".

Die bepaling moet volgens het Hof zo worden uitgelegd dat de betrekkingen die al dan niet rechtstreeks deelneming aan de uitoefening van openbaar gezag inhouden en die werkzaamheden omvatten strekkende tot bescherming van de algemene belangen van de Staat of van andere openbare lichamen, aan de werkingssfeer van de eerste drie paragrafen van artikel 48 worden onttrokken.

.../...

De nationaliteitsvoorwaarde behoort dus nader te worden omschreven rekening houdend met de rechtspraak van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

In het eerste lid worden de woorden "gecontingenteerd geheel" niet nader bepaald.

De bepaling dient in dat opzicht te worden verduidelijkt.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

1. Aan het begin van de Franse tekst van het eerste lid zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 5. Les promotions au sein d'un ensemble ...".

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijven men aan het slot : "... hoeven te worden verklaard".

2. De gemachtigde van de Executieve is het ermee eens dat het woord "beoordeling", dat wordt gebruikt in het tweede en het derde lid, vervangen moet worden door het woord "evaluatie", overeenkomstig het bepaalde in deel VII van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd bij artikel 9 van

.../...

het koninklijk besluit van 22 november 1991, dat de beoordeling vervangt door de evaluatie.

Voorts schrijve men in het tweede lid "voordracht" in plaats van "voorstel" en "gunstigste" in plaats van "meest gunstige".

In het derde lid vervange men bovendien het woord "meerdere" door het woord "verscheidene", de woorden "meest gunstige" door het woord "gunstigste" en de woorden "zal ... uitgaan" door de woorden "gaat ... uit".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 7. Wanneer nuttige ervaring wordt vereist voor de toekenning van een van de in artikel 3 bedoelde betrekkingen, wordt die ervaring meegeteld voor het berekenen van de diensten die in aanmerking komen voor het toekennen van de tussentijdse verhogingen, op voorwaarde dat zij niet reeds in aanmerking is genomen voor de toepassing van artikel 6.

De in aanmerking genomen diensten mogen niet meer dan zes maanden bedragen".

.../...

Artikelen 9 en 10
(die de artikelen 8 en 9 worden).

Die bepalingen moeten worden voorafgegaan door een hoofdstuk III, met als opschrift "Slotbepalingen".

Artikel 10.

Het is gebruikelijk in de uitvoeringsbepalingen geen andere minister te vermelden dan degene die voorkomt in het voordrachtformulier.

Artikel 10 moet worden verbeterd zodat dit beginsel in acht wordt genomen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.